

200 PLAINTES DÉPOSÉES AUPRÈS DU CONSEIL DE L'ORDRE

Les erreurs médicales en chiffres

Les commissions de discipline régionales du Conseil national de l'ordre des médecins ont enregistré deux cents plaintes médicales ces deux dernières années. C'est ce qu'a déclaré hier le président du Conseil qui a indiqué qu'en général, 10% de ces plaintes sont fondées. Selon lui, 90% des cas de fautes sont dus au manque de moyens.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Mohamed Bekkat Berkani a expliqué que la victime peut demander réparation auprès de la justice. Cependant, la réparation vient après des années d'attente. Pendant ce temps-là, les erreurs médicales augmentent, estime le président du Conseil national de l'ordre des médecins qui s'exprimait hier au forum du quotidien *El Moudjahid*.

Pour y remédier, le Conseil de l'ordre a suggéré une réparation anticipée où l'Etat prend en charge au préalable la supposée faute médicale. «C'est un mécanisme où l'on répare maté-

riellement le dommage», a souligné l'intervenant qui a expliqué que le Conseil de l'ordre n'est pas un syndicat et doit, de ce fait, être un organe partenaire des pouvoirs publics. Ce qui n'est pas le cas actuellement, regrette le docteur Bekkat qui alerte sur un éventuel vide éthique et déontologique à l'avenir si les choses ne changent pas.

Par ailleurs, l'intervenant estime que le secteur de la santé doit être la préoccupation des pouvoirs publics en lui consacrant un Conseil des ministres exclusivement réservé à la santé sous tous ses aspects. Ce qui



Les erreurs sont plus fréquentes dans certains services.

permettra, dit-il, d'établir une feuille de route concernant la santé des Algériens comme ce fut pour le Plan cancer.

Evoquant le projet de la nouvelle loi sanitaire, le Dr Bekkat a indiqué que le Conseil de l'ordre

national des médecins, bien qu'il ait participé avec ses recommandations, a exprimé des réserves. Des préoccupations qu'il espère voir prises en considération lorsque le projet sera débattu à l'Assemblée populaire

nationale. Ainsi, le Conseil de l'ordre trouve «inacceptable» que 40 articles soient consacrés dans ce projet qui est un code civil pour des dispositions pénales. «Nous avons été choqués de voir qu'une partie équivalente à 10% du projet de la nouvelle loi sanitaire relève de dispositions pénales alors qu'il y a une justice pour ça et devant laquelle tous les Algériens sont égaux», a dénoncé l'intervenant.

Le Conseil de l'ordre n'a, cependant, pas que des griefs à l'égard de ce projet qui devra être examiné le 17 janvier prochain à l'APN s'il n'est pas une nouvelle fois reporté.

La santé mentale, l'interruption volontaire de la grossesse dans certains cas, la transplantation d'organes, la procréation médicalement assistée... autant de volets que le Conseil de l'ordre applaudit et qualifie d'évolutifs.

S. A.

YENNAYER 2967

L'An I de tamazight langue nationale et officielle

Plus que par le passé, Yennayer, le Nouvel An amazigh, bénéficie de grands égards au vu du programme des festivités concocté à cet effet. C'est ce qui ressort de la conférence de presse tenue hier matin par Si El Hachemi Assad, secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), au Centre international de presse.

Cette volonté de lui conférer un cachet particulier est en lien direct avec l'anniversaire de la première année de la constitutionnalisation de tamazight langue nationale. Ainsi plusieurs départements ministériels sont impliqués dont la culture, la jeunesse et les sports ainsi que le ministère délégué auprès du ministère de l'Urbanisme, du Tourisme et de l'Artisanat. La cérémonie inaugurale des festivités Yennayer 2967 aura lieu ce mercredi 11 janvier à partir de 15h au siège de l'Unité

nationale de la Protection civile de Dar-El-Beïda. C'est au colonel Mustapha Lehbiri, le directeur général de cette institution, qu'échoira l'honneur du lancement officiel des festivités. Un hommage lui sera rendu à cette occasion, indique-t-on. Une soirée, à laquelle est conviée la presse nationale, marquera la célébration de Yennayer avec un menu assez relevé de plats traditionnels spécifiques à cette occasion. L'animation sera assurée par les troupes de chants traditionnels dont «Izalouen N'mzab» de Ghardaïa, et de danse «Idhabalen». Il y a lieu de souligner que la célébration du Jour de l'An amazigh se déroulera dans les 48 wilayas.

Pour le secrétaire général du HCA, c'est l'occasion de faire le bilan des activités qui clôture 2016 considérée comme une année féconde et présenter le programme de l'année en cours.

«L'année 2017 sera enrichie par la création d'un Centre national de recherche en langue et culture amazighes à Béjaïa et la mise en place des premiers jalons d'une Académie de la langue amazighe.» Si El Hachemi Assad a tenu tout particulièrement à rappeler les séminaires et colloques et que tamazight est enseignée désormais dans 32 wilayas.

La journée de Yennayer, fête nationale, au même titre que le 1^{er} Mai (fête du Travail), le 5 Juillet (fête de l'Indépendance nationale), et le 1^{er} Novembre (fête de la Révolution) ? L'idée est en bonne voie, semble-t-il, pour l'inscrire dans la liste des fêtes légales et donc revoir la loi n°05-06 du 26 avril 2005 modifiant la loi n°63-278 du 26 juillet 1963.

Quant à la statue du roi Massinissa, prévue initialement à être érigée à proximité du tunnel des Facultés, elle sera finalement érigée à Tafourah (en bas de la

Grand-Poste) où une placette est d'ores et déjà aménagée pour la recevoir. Ce projet commun de l'APC d'Alger-Centre et du HCA, (on ne sait pas encore s'il s'agit seulement d'un buste ou d'une statue grandeur nature) est confié aux artistes-créateurs nationaux. Les premières soumissions se seraient avérées infructueuses, d'où un nouvel appel d'offres. En attendant, ce sera Mouloud Mammeri, le chantre de l'amazighité, que l'on mettra sur un piédestal à l'occasion du centenaire de sa naissance à travers des séminaires dont se chargera un comité scientifique et en présence de la famille du disparu. Un timbre à l'effigie de l'écrivain sera édité par les services des postes et télécommunications. Dans le même sillage, un gros chantier concerne l'environnement s'agissant de la traduction des panneaux des édifices publics et privés dans un souci d'uniformisation. A ce propos, le HCA se trouve aujourd'hui très sollicité et afin de répondre aux demandes, une structure à cette fin a été créée. Bien sûr, ce programme est inscrit dans la durée puisqu'il s'étalera du 11 au 16 janvier, sous l'autorité des walis de Tlemcen (Beni Snouss), Batna, Béjaïa, Sétif et Tissemsilt en collaboration avec les secteurs de la culture, la jeunesse et les sports et l'artisanat.

Brahim Taouchichet

DEMANDE DE VISA

AMÉRICAIN

Les procédures de prise de rendez-vous simplifiées

L'ambassade des Etats-Unis a mis en place depuis dimanche dernier un nouveau système de paiement et de prise de rendez-vous pour les visas. Dorénavant, après avoir rempli la demande de visa en ligne, les demandeurs de visa devront se rendre à un des bureaux d'Aramex (situés à Alger, Hassi Messaoud, et bientôt Oran) pour s'acquitter des frais de demande de visa. Aramex leur délivrera un reçu qui leur permettra de prendre rendez-vous, disponibles à partir du 2 février, pour le visa.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Ce changement s'explique par la nécessité d'encadrement de la prise de rendez-vous qui se faisait au détriment des demandeurs de visa auparavant. Ces derniers n'avaient pas à effectuer de paiement avant la prise de leur rendez-vous. Ce qui signifiait que des cybercafés et des agences de voyages essayaient de réserver tous les rendez-vous disponibles (qui sont à l'origine gratuits) dans le but de les «vendre» à un prix élevé aux voyageurs algériens. C'est devenu extrêmement difficile pour les voyageurs algériens de prendre rendez-vous par eux-mêmes.

Simultanément, 30 à 55% des rendez-vous, réservés par ces individus pour des personnes fictives qui ne se présentaient pas à l'ambassade, auraient pu être utilisés par des voyageurs légitimes.

En faisant payer les demandeurs de visa à l'avance, l'ambassade des Etats-Unis pense être en mesure d'évaluer et de répondre au mieux à la demande des voyageurs algériens.

Outre l'aspect logistique, ce service contractuel coûtera-t-il plus d'argent aux requérants ? Manifestement non, puisqu'ils n'auront pas à payer de frais supplémentaires pour ce service contractuel. Il faudra simplement s'acquitter des frais de visa un peu plus tôt dans le processus de demande de visa.

N. B.

SITUATION VIS-À-VIS DU SERVICE NATIONAL

235 030 citoyens régularisés

Pas moins de 235 030 citoyens âgés de 30 ans au 31 décembre 2014, dont 3 313 résidant à l'étranger ont, au 31 décembre 2016, bénéficié d'une régularisation de leur situation vis-à-vis du service national comme décidée par le président de la République, chef suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale.

C'est ce que le ministère de la Défense nationale soutient dans un communiqué

rendu public, hier lundi, qui précise, en outre, que 657 117 retardataires des classes jusqu'à 2013 ont été également régularisés durant cette même période.

Et d'informer que les centres du service national à travers le pays continueront à accueillir et à prendre en charge, avec toute la diligence requise, les citoyens concernés et ce, indépendamment des calendriers de passage fixés antérieurement.

R. N.